

**BANQUE DE LA REPUBLIQUE DU BURUNDI**

**SERVICE ETUDES ET STATISTIQUES**

**INDICATEURS DE CONJONCTURE**

##

***Production, Finances Publiques, Monnaie et crédit, Commerce Extérieur, Indice des Prix, Taux de change, Indicateur d’activité du secteur bancaire***

JUIN 2014

 2011

2011

 2011

2010

TABLE DES MATIERES

[I. INTRODUCTION](#_Toc397332942) 1

[II. PRODUCTION 1](#_Toc397332943)

[Indice de la production industrielle 1](#_Toc397332944)

[Thé 1](#_Toc397332945)

[III. INDICE DES PRIX A LA CONSOMMATION 1](#_Toc397332946)

[IV. FINANCES PUBLIQUES 2](#_Toc397332947)

[Recettes 2](#_Toc397332948)

[Dépenses 2](#_Toc397332949)

[Dette publique 2](#_Toc397332950)

[- Dette intérieure 2](#_Toc397332951)

[- Dette extérieure 3](#_Toc397332952)

[V. BASE MONETAIRE, MASSE MONETAIRE ET CONTREPARTIES 3](#_Toc397332953)

[Base monétaire 3](#_Toc397332955)

[Masse monétaire 3](#_Toc397332956)

[Contreparties 4](#_Toc397332957)

[VI. COMMERCE EXTERIEUR 4](#_Toc397332958)

[Exportations 4](#_Toc397332959)

[Importations 4](#_Toc397332960)

[VII. TAUX DE CHANGE 5](#_Toc397332961)

[VIII. PRINCIPAUX INDICATEURS D’ACTIVITE DU SECTEUR FNANCIER 5](#_Toc397332962)

[Principaux Emplois 5](#_Toc397332964)

[Principales Ressources 5](#_Toc397332965)

[Les créances compromises 5](#_Toc397332966)

[Résultat 5](#_Toc397332967)

[Normes prudentielles 6](#_Toc397332968)

[ANNEXE 1 : PRINCIPAUX INDCATEURS D’ACTIVITE DU SECTEUR BANCAIRE AU 30 JUIN 2014 7](#_Toc397332969)

[(en millions de BIF) 7](#_Toc397332970)

[ANNEXE 2 : PRINCIPAUX INDICATEURS MENSUELS 8](#_Toc397332971)

[ANNEXE 3 : PRINCIPAUX INDICATEURS ANNUELS 9](#_Toc397332972)

# **I. INTRODUCTION**

Les principaux indicateurs économiques ci-après portent sur l’évolution, à fin juin 2014, du secteur réel et des prix, des finances publiques, du commerce extérieur et du taux de change ainsi que de la masse monétaire et ses contreparties.

En glissement annuel, le secteur réel a été marqué par la baisse de la production industrielle et l’accroissement du volume cumulé de thé et de café collectés, les finances publiques se sont davantage détériorées, le solde des transactions courantes s’est aggravé et le rythme de croissance de la masse monétaire s’est ralenti.

# **II. PRODUCTION**

Comparé au mois précédent, le secteur réel s’est globalement amélioré au mois de juin 2014. En effet, au cours de ce mois, la production industrielle s’est améliorée et le volume de café parche a enregistré une progression. De même, en glissement annuel, la production cumulée du thé et celle du café ont augmenté.

## Indice de la production industrielle

L’activité industrielle a enregistré une amélioration par rapport au mois précédent. En effet, l’indice de la production industrielle a progressé de 22,5 p.c. en liaison avec le démarrage de la campagne de production du sucre et de l’augmentation de la production de cigarettes (4,3 p.c.) qui ont contrebalancé la baisse de la production des boissons de la BRARUDI (-4,4 p.c.).

Par contre, en glissement annuel, l’indice a baissé de 4,3 p.c., suite principalement à la diminution de la production de sucre (-32,3 p.c.).

**Café**

A fin juin 2014, les apports de café Arabica en parche de la campagne 2014/2015 ont atteint 6.254 T alors que la campagne précédente n’avait pas encore enregistré d’apports de parche à la même période. Le volume total de café parche estimé par l’ARFIC pour cette campagne s’élève à 27.709 contre 14.134 T la campagne précédente, soit une hausse de 13.575 T (96 p.c.), en liaison avec la cyclicité de la production du caféier.

## Thé

La production de thé en feuilles vertes du mois de juin 2014 a chuté de 24,8 p .c. par rapport au mois précédent, revenant de 4.997 à 3.758 T suite à l’arrêt précoce des pluies. Cependant, la production cumulée du premier semestre 2014 a progressé de 8,6 p.c. par rapport à la même période de l’année précédente, passant de 27.104 à 29.422 T.

# **III.INDICE DES PRIX A LA CONSOMMATION**

L’indice des prix à la consommation à fin juin 2014 a augmenté de 3,3 p.c. par rapport à la même période de 2013, passant de 99,3 à 102,6. Cet accroissement a principalement concerné les prix des produits non alimentaires (+4,6 p.c.) et, dans une moindre mesure, ceux des produits alimentaires (+1,7 p.c.)

La hausse des prix du groupe hors alimentation a porté sur les « articles d’habillement et articles chaussants » (+6,6 p.c. .), le « logement, eau, électricité, gaz et autres combustibles » (+4,1 p.c.), l’« ameublement, équipement ménager et entretien courant de la maison » (+21,6 p.c.), la « santé » (+5,1 p.c.),le« transport »(+9,6 p.c.), « hôtellerie et restauration  »(+6,0 p.c.) ainsi que sur les « autres biens et services »(+8,9 p.c.).

**Indice des prix à la consommation (Base Déc. 2013=100)**



D’un mois à l’autre, l’indice des prix à la consommation s’est établi à 102,6 contre 102,5, soit une légère inflation de 0,1 p.c.

# **IV. FINANCES PUBLIQUES**

A la fin du premier semestre de l’année 2014, la situation des finances publiques s’est encore une fois détériorée. L’évolution des dépenses publiques a largement dépassé l’accroissement des recettes et la dette publique s’est accrue, en particulier celle en rapport avec les bons et obligations du Trésor et les avances de la Banque Centrale.

## Recettes

A fin Juin 2014, les recettes du budget consolidé de l’Etat se sont établies à 301.953,3 contre 272.587,2 MBIF à la période correspondante de l’année précédente, soit une augmentation de 29.366,1 MBIF (10,8 p.c.). Cette hausse est liée à l’accroissement des recettes fiscales (+3.821,4 MBIF), non fiscales (22.668,2 MBIF) et exceptionnelles (2.876,5 MBIF).

Comparées à celles du mois précédent, les recettes de juin 2014 ont progressé de 14.339,0 MBIF, passant de 41.049,6 à 55.388,6 MBIF, en rapport avec l’augmentation des recettes fiscales (+13.805,0 MBIF), non fiscales (+340,5 MBIF) et exceptionnelles (+193,4 MBIF).

## Dépenses

Les dépenses totales engagées au cours du premier semestre 2014 se sont accrues de 27,8 p.c. (527.974,0 contre 413.090,0 MBIF) par rapport à la période correspondante de l’année 2013.

Les dépenses de personnel cumulées se sont fixées à 143.594,6 contre 145.378,9 MBIF à la fin de la période correspondante de 2013, soit une baisse de 1.784,3 MBIF (-1,2 p.c.).

## Dette publique

L’encours de la dette publique a progressé de 14 ,8 p.c. par rapport à la période correspondante de 2013, se fixant à 1.340.066,2 contre 1.167.650,8 MBIF. Cette augmentation a porté sur la dette intérieure (+20 p.c.) et extérieure (+9,9 p.c.).

D’un mois à l’autre, l’encours de la dette publique (1.340.066,2 contre 1.315.391,5 MBIF) s’est accru de 1,9 p.c., suite principalement à l’augmentation de la dette intérieure (672.246,8 contre 649.385,1 MBIF) de 4,3 p.c. et, dans une moindre mesure, de la dette extérieure (667.819,4 contre 666.006,4 MBIF) de 0,3p.c.

### - Dette intérieure

Par rapport à fin juin 2013, le stock de la dette publique intérieure à fin juin 2014 a progressé de 112.120,4 MBIF, passant de 560.126,4 à 672.246,8 MBIF en liaison avec l’augmentation de l’endettement de l’Etat vis-à-vis du secteur bancaire (+96.527,7 MBIF) et non bancaire (+15.592,7 MBIF).

Au niveau du secteur bancaire, la progression a concerné les engagements de l’Etat envers les banques commerciales (+63.276,3 MBIF) et la Banque Centrale (+34.218,8 MBIF).

Du côté du secteur non bancaire, la progression a porté sur les bons et obligations du Trésor (+15.919,7 MBIF).

Par rapport au mois précédent, le stock de la dette intérieure s’est accru de 22.861,7 MBIF, passant de 649.385,1 à 672.246,8 MBIF, suite à l’endettement de l’Etat vis-à-vis du secteur bancaire (+26.106,4 MBIF) qui a contrebalancé le désengagement de l’Etat envers le secteur non bancaire (-3.154,7 MBIF). Au niveau du secteur bancaire, l’Etat s’est endetté aussi bien envers la Banque Centrale (+22.925,1 MBIF) qu’auprès des banques commerciales (+3.091,3 MBIF).

### - Dette extérieure

En glissement annuel, l’encours de la dette publique extérieure à fin Juin 2014 a progressé de 60.021,1 MBIF, passant de 607.798,3 à 667.819,4 MBIF. Cette augmentation a résulté des nouveaux tirages (48.629,5 MBIF) et des plus-values de réévaluation (19.816,9 MBIF) qui ont largement contrebalancé les amortissements (8.425,3 MBIF).

D’un mois à l’autre, l’encours de la dette publique extérieure a augmenté de 1.813,0 MBIF, passant de 666.006,4 à 667.819,4 MBIF, en liaison avec les nouveaux tirages (2090,3 MBIF)

Les tirages de juin 2014 ont été orientés vers le programme post conflit financé par l’OPEP (1.952,7 MBIF) et le FIDA (79,5 MBIF) et vers le programme d’aménagement du Lac Tanganyika financé par le FAD (58,1 MBIF).

Exprimé en dollars américains, le stock de la dette publique extérieure à fin juin 2014 a augmenté de 36,7 MUSD, se fixant à 431,8 contre 395,1 MUSD à la fin de la période correspondante de 2013.

# **V. BASE MONETAIRE, MASSE MONETAIRE**

# **ET CONTREPARTIES**

En glissement annuel, le rythme de croissance de la base monétaire s’est décéléré (19,4 contre 28,7 p.c.). De même, le rythme de croissance de la masse monétaire s’est ralenti, revenant de 19,8 à 12,0 p.c., suite à la décélération du rythme de progression des avoirs extérieurs nets (16,3 p.c. contre 24,3 p.c.) et du crédit intérieur (11,4 contre 14,5 p.c.).

## Base monétaire

En glissement annuel, la base monétaire (334.898,5 contre 280.590,0 MBIF) s’est accrue de 54.308,5 MBIF, soit 19,4 p.c., en liaison avec l’augmentation des dépôts du secteur bancaire (+43.673,7 MBIF), de la circulation fiduciaire (+17.970,0 MBIF) et des dépôts divers (+998,6 MBIF). En revanche, les dépôts des sociétés à participation publique, des établissements de micro finance et des établissements financiers ont respectivement diminué de 1.086,7 MBIF, 6.332,1 et 915,0 MBIF.

## Masse monétaire

Comparée à celle de fin juin 2013, la masse monétaire M3 (993.028,0 contre 886.262,3 MBIF) a progressé de 106.765,7 MBIF, soit 12,0 p.c. en liaison avec l’accroissement de la composante M2 (+96.887,0 MBIF) et des dépôts en devises des résidents (+9.878,7 MBIF).

L’augmentation de la masse monétaire (M2) a concerné les disponibilités monétaires (+60.008,0 MBIF) et les dépôts à terme en BIF (+36.879,0 MBIF). La hausse des disponibilités monétaires a porté, à la fois, sur les dépôts à vue (+44.552,4 MBIF) et la circulation fiduciaire hors banques (+15.455,6 MBIF).

L’accroissement des dépôts à vue en BIF a porté sur les dépôts des particuliers (+1.454.0 MBIF), des entreprises privées (+34.929,9 MBIF), des sociétés à participation publique (+4.099,2 MBIF), des dépôts regroupés dans les « autres comptes » (+4.469,2 MBIF) et ceux des administrations locales (+139,5 MBIF). En revanche, les avoirs des établissements financiers (-539,4 MBIF) ont baissé.

La hausse des dépôts à terme et d’épargne en BIF est imputable à l’augmentation des placements des particuliers (+17.756,7 MBIF), des entreprises privées (+1.874,1 MBIF) et aux dépôts à terme et d’épargne regroupés dans les « autres comptes » (+27.039,8 MBIF). En revanche, ceux des sociétés à participation publique et des établissements financiers ont diminué de 8.100,9 et 1.654,8 MBIF respectivement.

L’augmentation des dépôts en devises des résidents (+9.878,7 MBIF) est en liaison avec principalement la hausse des avoirs des particuliers (+8.087,8 MBIF) et des entreprises privées (+7.030,0 MBIF) qui a contrebalancé la baisse des dépôts des sociétés à participation publique (-4.861,8 MBIF) et ceux qui sont regroupés dans les « autres comptes » (-377,2 MBIF).

## Contreparties

S’élevant à 1.078.043,7 contre 968.117,7 MBIF à fin juin 2013, le crédit intérieur s’est accru de 109.926,0 MBIF, soit 11,4 p.c., en rapport avec l’augmentation de l’endettement net de l’Etat (+73.703,4 MBIF) et des créances sur l’économie (+36.222,6 MBIF).

L’accroissement des créances nettes sur l’Etat a principalement résulté de la hausse de l’encours des Bons et Obligations du Trésor détenus par les banques commerciales (+63.274,5 MBIF) et des avances de la Banque Centrale (+34.218,7 MBIF) qui a contrebalancé l’augmentation des dépôts du secteur gouvernemental (+22.824,2 MBIF).

L’expansion des créances sur l’économie a concerné principalement les financements à moyen (+2.407,8 MBIF) et long termes (+27.177,8 MBIF), les concours divers (+19.700,6 MBIF) et les crédits à l’exportation (+6.617,3 MBIF). Pour leur part, les crédits de trésorerie et à l’importation ont respectivement diminué de 24.202,7 et 411,7 MBIF.

En glissement annuel, les avoirs extérieurs nets se sont accrus de 25.879,0 MBIF, soit 16,3 p.c., passant de 158.893,8 à 184.772,8 MBIF de juin 2013 à juin 2014. Exprimées en dollars américains, les réserves de change nettes ont également augmenté de 15,6 p.c., s’établissant à 119,5 contre 103,4 millions.

# **VI. COMMERCE EXTERIEUR**

Le commerce extérieur a été caractérisé par un accroissement des exportations (+10,4 pc) et une réduction des importations (-13,9 p.c.) par rapport à la même période de 2013, réalisant ainsi un déficit de la balance commerciale moins prononcé (-504.206,9 contre -602.175 MBIF)

## Exportations

A fin juin 2014, les exportations cumulées ont enregistré une hausse en valeur de 5.934,5 MBIF et en volume de 13.913 T, en raison principalement de l’augmentation des exportations des produits manufacturés de 9.110,0 MBIF et de 10.923 T.

L’augmentation des exportations des produits manufacturés a concerné la bière (+1.689,6 MBIF et +3.015 T) et les autres biens (+6.214,2 MBIF et + 8.194 T).

En revanche, les exportations des produits primaires ont diminué (-3.175,6 MBIF) en valeur alors qu’elles se sont accrues (+1.989 T) en volume en raison essentiellement des exportations du thé (+753 T) et des autres biens (+2.950 T).

## Importations

La valeur cumulée des importations à fin juin 2014 a enregistré une baisse de 92.033,7 MBIF, revenant de 658.972,0 à 566.938,3 MBIF, suite à la diminution des importations des matières premières (-22.949,5 MBIF), des biens d’équipement (-48.351,3 MBIF) et de consommation (-20.732,9 MBIF).

La diminution de la valeur des importations des matières premières a concerné les biens destinés aux industries de construction (-5.717,6 MBIF), métallurgique (-4.138,2 MBIF), chimique (-4.502,9 MBIF), agro-alimentaire (-2.134,5 MBIF), textile (-1.673,3 MBIF) ainsi que les produits pétroliers (-7.700,6 MBIF).

La diminution de la valeur des importations des biens d’équipement a porté sur les « chaudières et engins mécaniques » (-24.896,8 MBIF) et sur les « Tracteurs, véhicules et engins de transport » (-51.574,4 MBIF).

La contraction de la valeur des importations des biens de consommation a résulté de la chute des importations de biens non durables (-77.583,3 MBIIF), notamment les produits alimentaires (-74.670,3 MBIF), qui a contrebalancé la hausse des approvisionnements en biens durables (+55.850,4 MBIF).

Pour sa part, le volume des importations s’est accru de 39.518 T, en rapport essentiellement avec la hausse du volume des importations des biens de consommation (+46.146 T) et, dans une moindre mesure, des biens d’équipement (+317 T). Par contre, le volume des importations des matières premières destinées à la production des biens finis s’est contracté de 6.946 T.

Comparées au mois précédent, les importations ont augmenté tant en valeur qu’en volume, passant respectivement de 94.561,9 à 105.305,3 MBIF et de 52.236 à 66.450 T.

# **VII. TAUX DE CHANGE**

Le taux de change moyen du mois de juin 2014 s’est établi à 1.546,43 contre 1.537,63 BIF pour un dollar américain à la même période de l’année précédente, soit une dépréciation de 0,57 p.c.

A fin juin 2014, le taux du BIF n’a presque pas changé, s’établissant à 1.546,61 contre 1.546,4 BIF pour un dollar américain à la fin de la même période de l’année précédente.

VIII. PRINCIPAUX INDICATEURS

 D’ACTIVITE DU SECTEUR FINANCIER

Principaux Emplois

A fin juin 2014, les principaux emplois consolidés de l’ensemble du secteur bancaire ont augmenté par rapport à la période correspondante de l’exercice 2013, passant de 1.018.298,8 MBIF à 1.201.766,9 MBIF, soit un accroissement de 18,0 p.c. Cette hausse est principalement liée à l’augmentation de la liquidité (+41,3 p.c.).

Principales Ressources

S’établissant à 897.335,6 MBIF à fin juin 2014 contre 808.765,9 MBIF à fin juin 2013, les principales ressources du secteur financier ont enregistré une progression de 11,0 p.c. Celle-ci est liée à l’accroissement des ressources provenant de la clientèle (+9,0 p.c.) et des ressources interbancaires (+90,4 p.c.).

Les créances compromises

Passant de 68.681,4 MBIF à 92.427,3 MBIF de fin juin 2013 à fin juin 2014, les créances en souffrance de l’ensemble du secteur ont augmenté de 34,6 p.c., suite à l’accroissement des impayés à la fois dans les banques commerciales (+32,1 p.c.) et dans les établissements financiers (+62,6 p.c.). Aussi faut-il noter que, à la date sous revue, le taux de détérioration du portefeuille crédits (impayés/total crédits) du secteur se trouve à un niveau élevé (12,6 p.c.) par rapport à la norme de 5 p.c. pour un établissement de crédit réputé solide.

Résultat

Le résultat cumulé de l’ensemble du secteur bancaire a baissé par rapport à celui de fin juin 2013, revenant de 10.158,7 à 7.399,1 MBIF à fin 2014, soit une diminution de 27,2 p.c.

Normes prudentielles

Les normes prudentielles de l’ensemble du secteur se sont établies au dessus des seuils réglementaires. Néanmoins, comparés à ceux de l’exercice précédent, le ratio de solvabilité (22,3 contre 22,7 p.c.) et le rapport entre les ressources stables et les emplois immobilisés (136,3 contre 147,6 p.c.) ont diminué. En revanche, les fonds propres ont augmenté de 3,2 p.c. d’une période à l’autre.

# **ANNEXE 1 : PRINCIPAUX INDCATEURS D’ACTIVITE DU SECTEUR BANCAIRE AU 30 JUIN 2014**

# **(en millions de BIF)**

****

# **ANNEXE 2 : PRINCIPAUX INDICATEURS MENSUELS**



# **ANNEXE 3 : PRINCIPAUX INDICATEURS ANNUELS**

****